

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2014)
Heft: 1

Artikel: L'intervention militaire française au Mali
Autor: Goya, Michel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-781099>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



La polyvalence du *Rafale*, capable aussi bien de vols de reconnaissance que de supériorité aérienne ou de frappes de précision, a permis une entrée rapide du contingent français sur le théâtre d'opération.

International

L'intervention militaire française au Mali

Col Michel Goya

Directeur du Centre de doctrine d'emploi des forces de l'Armée de Terre, Paris

Devant l'urgence des événements au Mali, la France a rompu avec des années d'hésitations dans l'emploi de la force, pour frapper directement et violemment un ennemi clairement identifié. Il s'avérait donc que l'action unilatérale était encore possible dès lors qu'existait une volonté politique permettant d'engager des troupes au sol. La victoire militaire au Mali, pour brillante qu'elle soit, reste cependant encore incomplète. La France n'a pas stabilisé le pays ni surtout vaincu le djihadisme au Sahel.

Une surprise stratégique française

L'intervention militaire au Mali, le 11 janvier 2013, est d'abord une surprise stratégique pour les djihadistes qui, en lançant la veille leur offensive vers le sud du Mali, n'avaient probablement pas anticipé la réaction française. Cette erreur d'appréciation doit certainement à une vision d'Etats occidentaux réticents à s'engager vraiment après l'expérience afghano-irakienne, mais aussi de plus en plus empêchés de le faire par un Conseil de sécurité renouant peu à peu avec les grippages de la guerre froide. A plus court terme, l'idée qu'aucune puissance extérieure n'interviendrait au Mali pouvait s'appuyer sur un certain nombre de déclarations françaises. Dans ces conditions, face à une Mission internationale de soutien au Mali (MISMA) particulièrement lente à se mettre en place, et une armée malienne décomposée, les organisations djihadistes ont pu croire qu'elles bénéficiaient d'une liberté d'action pendant quelques mois, liberté dont elles ont voulu profiter. Leur analyse était en partie juste : nous avons effectivement atteint un point bas dans la manière de mener des interventions militaires, mais ce point bas était aussi un point d'inflexion.

Le retour au système d'intervention rapide classique français

L'opération SERVAL consacre d'abord le retour à une forme classique d'intervention rapide de la France, proche de celle que l'on connaissait durant la guerre froide. La France a par exemple mené une série d'opérations de

guerre en Afrique de 1977 et 1980 qui ont toutes été des succès militaires. Ces succès résultaient d'un système spécifique reposant sur des institutions autorisant un processus de décision rapide, un consensus sur cet emploi « discrétionnaire » des forces, des unités prépositionnées, des éléments en alerte en métropole, des moyens de transport et de frappe à distance, la capacité à fusionner avec des forces locales, et la combinaison tactique du combat rapproché au sol et des appuis aériens.

Les opérations françaises ont commencé à perdre de leur efficacité lorsqu'on est sorti de ce système. De la Force d'interposition des Nations-Unies au Liban en 1978 à l'opération LICORNE débutée en 2002 en République de Côte d'Ivoire, l'armée française a payé cher l'abandon de la notion d'ennemi. De l'engagement en Bosnie au conflit afghan, elle a découvert aussi les limites des opérations en coalition. Dans le cas afghan, elle a goûté également à la paralysie par l'intrusion politique. La spirale de l'inefficacité militaire a finalement atteint son point bas en avril 2012, avec la conquête du Nord-Mali par les indépendantistes touaregs et les djihadistes, puisqu'on a pu y constater simultanément l'échec de l'approche indirecte américaine d'aide aux armées locales, et la faiblesse des solutions militaires régionales.

Il aura donc ainsi fallu aller jusqu'au bout du processus pour stimuler l'audace de nos ennemis et, au bout du compte, ne laisser d'autre choix que le retour à une forme classique des interventions militaires « à la française. » La clé de voûte du mouvement étant ici une volonté politique claire, assumant d'emblée l'idée de guerre, et sans intrusion tactique. Ce préalable acquis, le reste du système d'intervention a été prompt à se réactiver.

Campagne éclair sur le fleuve Niger

La surprise stratégique de la décision a pu dès lors se doubler d'une surprise opérative, grâce au dispositif d'alerte en métropole et surtout au maintien du réseau de bases dans la région. Cette proximité, et l'aide de nos alliés ont permis par ailleurs de compenser l'affaiblissement de nos moyens de transport aérien. Il a été ainsi possible de porter très rapidement un coup d'arrêt à l'offensive

en cours au centre du Mali par des moyens aériens tout d'abord, puis en l'espace de quelques jours par la mise en place d'une brigade terrestre. En deux semaines, les forces engagées ont dépassé en volume le plus fort de l'engagement en Afghanistan.

Le bénéfice de la surprise s'est maintenu avec une contre-offensive immédiate, sortant des normes établies depuis le conflit afghan de longue mise en condition du personnel et des matériels. La rapidité de l'offensive, avec une combinaison inédite de modes d'action (opérations aéroportées, posers d'assaut, logistique aéromobile), en direction de Gao et Tombouctou a permis de libérer la boucle du Niger dès le 28 janvier. La capacité à enchaîner rapidement les actions s'est confirmée avec l'occupation des villes du Nord avec la formation une nouvelle coalition avec les forces tchadiennes mais aussi des éléments touaregs retournés, tandis que simultanément un groupement tactique était chargé de la sécurisation de la région de Gao avec les forces armées maliennes (FAM). Dans ce type de conflit, où aucun traité ne vient officialiser la victoire, c'est au politique de marquer symboliquement les succès. Tel fut l'objet du voyage du président de la République le 2 février, consacrant la réussite de la première partie de la mission donnée aux armées : la restauration de l'autorité de l'Etat malien sur l'ensemble du territoire. La deuxième partie, la destruction des organisations ennemies, se limitait alors à la disparition d'Ansar Eddine, l'organisation radicale touareg. Les trois autres mouvements armés djihadistes - Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI), le Mouvement pour l'unicité du jihad en Afrique de l'ouest (MUJAO) et les Signataires par le sang de Mokhtar Belmokhtar - conservaient encore la majeure partie de leur potentiels, en dépit des frappes aériennes.

La victoire du Tigharghar

Les combattants d'AQMI sont aguerris, motivés jusqu'au fanatisme et, s'ils ne disposent pas de lance-missiles, possèdent un arsenal redoutable de mitrailleuses

lourdes. Logiquement, cet adversaire s'était installé dans la vallée de l'Ametettaï, au nord du massif de Tigharghâr, profitant à la fois de la protection des massifs et de la proximité de la grande vallée du Timlési, axe essentiel entre le fleuve Niger et l'Algérie. Plusieurs centaines de combattants djihadistes ont pu y organiser leur bastion pendant des années, le gouvernement malien fermant les yeux sur leur présence, préférant concentrer ses efforts sur les rebelles touaregs.

Après avoir localisé cette base, les forces françaises ont accepté le combat rapproché, ce qui a sans doute constitué une nouvelle surprise pour des djihadistes convaincus de la réticence des armées occidentales à cette prise de risque. Après une manœuvre de bouclage menée par les forces françaises et tchadiennes, la zone a été conquise à pied par un groupement d'infanterie légère, fortement appuyé par artillerie et moyens aériens. Preuve a ainsi été faite de la puissance de la combinaison combat au contact / appuis de la 3^e dimension. Preuve est ainsi faite également que, dans un combat asymétrique, le « fort » ne l'emporte que s'il va aussi sur le terrain du « plus faible » et rivalise avec lui dans le combat rapproché en milieu difficile.

Après un mois de combat, du 19 février au 21 mars, et au prix de la vie de deux soldats français et de 26 soldats tchadiens, le bastion d'AQMI au Mali a été détruit, avec tous les équipements qui y étaient stockés ; près de 200 de ses combattants, dont le chef de katiba Abou Zeïd, ont été tués, et une vingtaine d'entre eux faits prisonniers. De nombreux renseignements ont également été trouvés qui permettront à différents services de poursuivre la traque. Ce succès ne suffit pas pour proclamer la destruction d'AQMI au Mali, mais il est certain que son potentiel de combat y a été très sérieusement entamé.

Combat asymétrique à Gao

La situation dans la région de Gao est plus complexe. Contrairement à AQMI, le MUJAO poursuit depuis le 5 février un combat asymétrique fait de multiples actions

La collaboration étroite entre les hélicoptères (ici un *Tigre*) et les formations de cavalerie, au sol, a été décisive autant dans la phase d'entrée des forces que durant les combats ; sans parler de la sécurité des convois logistiques tout au long de l'opération.



l'éclat combinant attaques suicide, infiltrations et tirs de harcèlement. Son recrutement local, y compris dans les ethnies Songhaï et Peul, et régional, notamment en Mauritanie, peut lui permettre de prétendre au *leadership* régional à la place des Algériens d'AQMI.

Face à cette menace, les forces alliées franco-maliennes dans la région du fleuve Niger, les Touaregs (toujours ennemis de l'Etat malien) du Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA) plus au nord dans la région de Bourem, le bataillon nigérien près de la frontière à Ménaka s'efforcent de contrôler le terrain et de mener des opérations offensives de nettoyage. Le MUJAO y a subi des coups, notamment à Imenas où, le 2 mars, plus de cinquante rebelles ont été éliminés au prix de la vie d'un soldat français. Pour autant, comme à la visite du président du 2 février, celle du ministre de la Défense le 7 mars a voulu marquer politiquement la fin d'une nouvelle phase.

Mission non encore accomplie

Après trois mois de combats, la mission assignée par le chef des armées – rétablir la souveraineté de l'Etat malien sur l'ensemble de son territoire et y détruire les organisations terroristes – est donc considérée comme accomplie. Cela induit-il pour autant une normalisation de la situation et la fin de l'engagement militaire français ? Les forces alliées, et avant tout françaises, ont repris le contrôle de la totalité des villes tenues par les rebelles depuis janvier 2012, mais ne peuvent prétendre contrôler étroitement un territoire grand comme deux fois la France. Sur les organisations qui faisaient face au gouvernement malien, les deux organisations touaregs ont pratiquement disparu, comme Ansar Eddine, ou se sont associées aux forces françaises, comme le MNLA ; AQMI a subi des pertes sévères et semble désorganisé ; le MUJAO et le groupe de Mokhtar Belmokhtar, ont également subi des pertes, mais dans des proportions moindres. Ces résultats militaires remarquables ne sont cependant pas décisifs, et comportent plusieurs incertitudes.

Si AQMI a subi des coups sévères, il dispose à proximité d'un front pour enfin justifier pleinement son adoubement par Oussama Ben Laden. Il faut donc s'attendre très probablement à des actions offensives de sa part au Mali ou plus probablement dans le reste de la région. Il en est de même du MUJAO, désormais fusionné avec le groupe de Belmokhtar. La deuxième incertitude concerne les organisations armées des Touaregs. La France coopère avec elles, alors qu'elles ont à l'origine les événements de janvier 2002 et toujours en guerre contre le gouvernement malien. Cette alliance irrite les gouvernements alliés de la région.

Face à ces groupes, les forces locales sont faibles. La Mission des Nations-Unies au Mali (MINUSMA) a remplacé la MISMA avec les mêmes faiblesses. Sur les 12'000 hommes prévus, seuls 6'000 sont présents à la fin de l'année 2013. Quant aux forces armées maliennes (FAM), elles sont désorganisées. La Mission européenne de formation de l'armée malienne a commencé son travail de quinze mois de formation et déjà formé trois bataillons de 650 hommes. Les faiblesses structurelles de l'institution sont cependant toujours présentes.

Le conflit est entré maintenant dans la « longue traîne » de la stabilisation. Il est désormais urgent de définir une stratégie française pour l'ensemble de la région et d'intégrer à sa réalisation des moyens de puissance autres que militaires.

M. G.

NB: Cet article est une adaptation d'un article réalisé et paru dans Politique étrangère No. 2/2013 et diploweb: <http://www.diploweb.com/Mali-l-intervention-militaire.html>.

Les unités de manœuvre de SERVAL ont été des sous-groupements tactiques interarmes, constitués autour d'une compagnie renforcée – ici le 1^{er} RIMa.



L'infanterie a été nécessaire afin de prendre les secteurs clés et d'y maintenir une surveillance constante.



Une des plus grandes difficultés de l'opération, sur un territoire grand comme la France, a été l'acheminement des biens et des services de la logistique – ici par le biais de véhicules en partie blindés : les leçons de l'Irak et de l'Afghanistan ont été retenues.

